

**Arrêté préfectoral complémentaire  
modifiant l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010  
autorisant la société SUEZ ORGANIQUE (Ex : TERRALYS)  
à exploiter des installations de compostage  
Commune d'Ermenonville**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, notifiée sous le numéro C(2019) 7987, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section V : dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque (articles 28 à 44) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 novembre 2010 à la société TERRALYS à exploiter des installations de compostage sur le territoire de la commune d'Ermenonville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2016 encadrant les améliorations techniques en vue de réduire les nuisances olfactives pour le site exploité par la société TERRALYS sur son site d'Ermenonville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017 encadrant les améliorations techniques visant à réduire les nuisances olfactives du site de la société SUEZ ORGANIQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé du 15 novembre 2016 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société SUEZ ORGANIQUE pour le site d'Ermenonville précité ;

Vu le porter à connaissance transmis le 11 mai 2018, complété le 18 mai 2018, par la société SUEZ ORGANIQUE proposant des aménagements en vue de réduire les nuisances olfactives du site ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 17 décembre 2021 portant à la connaissance de Madame la Préfète la mise en place d'une tour de lavage en amont du biofiltre ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 29 juillet 2022 portant à la connaissance de Madame la Préfète la construction et l'exploitation d'un bâtiment de compostage de boues ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 31 janvier 2023 portant à la connaissance de Madame la Préfète la mise en place de panneaux photovoltaïques ;

Vu le rapport et les propositions du 24 avril 2018 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 22 avril 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'actualisation de l'étude d'impact ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Le site relève, au titre de la Directive IED, de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées : « *Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement biologique* » et qu'en conséquence le site doit mettre en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles lié au BREF WT considéré ;
2. La mise en place d'une tour de lavage des effluents atmosphériques permet de se conformer à la MTD 34 du BREF WT ;
3. Elle permet également une diminution des nuisances olfactives et des émissions d'ammoniac ;
4. Elle permet de respecter la valeur limite d'émission d'ammoniac de 20 mg/Nm<sup>3</sup> prescrite dans le BREF WT (Waste Treatment) ;
5. Les modifications apportées portent uniquement sur le gisement de matières entrantes. Le process, l'organisation générale du projet, la capacité de traitement en digestion ne sont pas modifiés ;
6. Concernant la nouvelle typologie de déchets entrants :

- Il n'y a aucun impact sur le temps de séjour moyen puisque le tonnage des intrants n'évolue pas ;
  - Il n'y a aucun impact sur le trafic routier, car le tonnage des déchets intrants reste le même (569 tonnes par jour) ;
  - Le traitement et la valorisation sur site d'intrants issus de la rubrique 2781-2 font l'objet d'un agrément sanitaire en application du règlement (CE) n° 1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011 ;
7. Le site d'Ermenonville reste avec une capacité de production bien inférieure à son autorisation (production annuelle maximale de compost : 31 200 tonnes) ;
  8. La situation administrative du site n'est pas modifiée ;
  9. Le projet ne modifie pas le plan d'épandage autorisé ;
  10. L'exploitant respecte les dispositions de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui encadre l'installation et l'exploitation de l'électricité photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
  11. Aucune nuisance supplémentaire sur l'environnement n'est générée pouvant entraîner les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
  12. La modification apportée aux installations n'est pas substantielle et n'est pas de nature à changer notablement les conditions d'exploitation réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 ;
  13. Il convient toutefois de modifier certaines prescriptions notamment en matière d'aménagement des installations de compostage ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – BÉNÉFICIAIRE**

La société SUEZ ORGANIQUE, dont le siège social est situé 38 avenue Jean Jaurès, à Gargenville (78440), autorisée à exploiter une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune d'Ermenonville à l'adresse suivante : lieu-dit « *La Râperie* », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de l'autorité préfectorale, les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

<u>Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs</u>	<u>Références des articles dont les prescriptions sont modifiées</u>	<u>Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescription)</u>
Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010	Chapitre 1.5	Complété par l'article 3 ci-dessous
	Article 3.1	Complété par l'article 4 ci-dessous
	Article 3.4.2	Complété par l'article 5 ci-dessous

### **ARTICLE 3 – COMPLÉMENTS DE PRESCRIPTIONS**

Le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/10/02	Règlement (CE) n° 1774/2002 modifié établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine
22/04/08	Arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres de déchets
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

## **ARTICLE 4 – AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS DE COMPOSTAGE**

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

La plate-forme est composée :

- D'un revêtement en béton ou en enrobé pour les aires de fabrication et de stockage des déchets réceptionnés ;
- De deux bassins de rétention des eaux de ruissellement – lixiviats de la plate-forme de 2 500 m<sup>3</sup> et de 1 800 m<sup>3</sup> ;
- Deux cuves pouvant servir pour le confinement des eaux d'extinction incendie de 250 m<sup>3</sup> unitaire ;
- D'une réserve incendie de 800 m<sup>3</sup> ;
- D'un local technique pour le personnel ;
- D'une clôture, d'un portail et des plantations ;
- D'un panneau d'information pour les usagers ;
- D'une tour de lavage cylindrique en PEHD de 8,00 m de haut et de 2,20 m de diamètre ;
- D'un bâtiment de compostage de boues dont le pan sud du toit est équipé de panneaux photovoltaïques sur une surface de l'ordre de 1 250 m<sup>2</sup>.

Les différentes surfaces de travail sont dimensionnées pour le stockage et les manœuvres des véhicules ; elles sont affectées aux fonctionnalités suivantes :

- Réception, tri et contrôle des déchets entrants ;
- Aires de stockage des matières premières ;
- Aires de broyage du bois et des déchets végétaux ;
- Aire de fermentation ;
- Aire de criblage ;
- Aire de maturation du compost ;
- Aire de stockage du compost mûr ;
- Stockage des produits valorisables.

Les aires de fabrication et de stockage des déchets fermentescibles sont imperméabilisées et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

L'entreposage des déchets et matières entrants se fait de manière séparée de celui des composts et déchets stabilisés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis sont stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

L'aire de stockage des composts finis ou des déchets stabilisés est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts ou des déchets stabilisés fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

## **ARTICLE 5 – NATURE ET ORIGINE DES DÉCHETS TRAITÉS ET STOCKÉS SUR LE SITE**

L'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

Le site dispose d'installations de stockage de déchets verts, de palettes, de bois, de broyat, de produits fermentescibles, de liquides mélangés à du structurant, de compost (produit fini) et de produits destinés à l'épandage.

La nature et l'origine des déchets pouvant être accueillis et traités sur le site sont :

- Les matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement (déchets verts, ligneux, paille, résidus de jardinage et des espaces verts) ;
- La fraction fermentescible des ordures ménagères ;
- Les biodéchets ;

- Les déchets ménagers fermentescibles ;
- Le bois de palette non traité, le bois non dangereux des déchetteries communales ou privées, le bois de sylviculture et ses connexes ;
- Les résidus de production agricole, primeurs ;
- les boues de station d'épuration urbaines et de potabilisation ainsi que les digestats et les boues de stations d'épuration industrielles présentant des caractéristiques comparables à celles des boues de stations d'épuration urbaines ;
- Les boues de la fosse toutes eaux située sur le site ;
- Les graisses alimentaires ;
- Les matières du nettoyage, de l'assainissement ou du curage ;
- Les refus de fabrication et résidus organiques de process de l'industrie agroalimentaire à l'exception des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- Les matériaux inertes (terres, argiles, loess, tourbe, sable, plâtre, cendres provenant du chauffage de bois des chaufferies, carbonate de calcium, chaux) et les engrais minéraux.

Le déconditionnement pour leur traitement de certains déchets listés ci-avant est autorisé. Par ailleurs, l'ensemble des déchets doit prioritairement provenir des déchetteries, collectivités, entreprises et industries du département de l'Oise.

Sur une année de production, les déchets hors Oise provenant d'une zone de 75 km autour du site ne doivent pas représenter plus de 33 % de la capacité nominale de la plate-forme.

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente que celle mentionnée dans cet arrêté susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'exploitation initiale est portée à la connaissance du préfet, direction départementale des territoires, bureau de l'environnement, avant sa réalisation.

L'exploitant met à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs du respect de cet article.

## **ARTICLE 6 – PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES SUR TOITURE**

L'exploitant respecte les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, articles 28 à 44.

Le classement Broof(t3) est obligatoire pour l'ensemble du système mis en œuvre en toiture comprenant :

- Le support d'étanchéité ;
- L'isolant support d'étanchéité ;
- Le revêtement d'étanchéité ;
- Les panneaux photovoltaïques mis en œuvre.

Afin de pouvoir agir face au risque d'incendie et aux risques collatéraux de choc électrique et d'échauffement, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- Il rédige et met à disposition les documents techniques qui sont utiles à une intervention des services de secours ;
- Il fait installer un dispositif de système d'alarme dans l'unité de production, ainsi que des dispositifs de coupures relatifs ;
- Il protège correctement les parties électriques : onduleurs de l'installation photovoltaïques, batteries et autres matériels ;
- Il met en place une signalisation visible et évidente ;
- Il facilite l'accès aux points d'eau à proximité (pour favoriser l'intervention des secours par pompage).

## **ARTICLE 7 – PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Ermenonville pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire d'Ermenonville fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 9 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire d'Ermenonville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 23 MAI 2024

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

La société SUEZ ORGANIQUE

Le sous-préfet de Senlis

Le maire d'Ermenonville

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France